

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

28 janvier 2021

---

**RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3797)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 1126

présenté par

M. Viry, Mme Audibert, M. Sermier, M. Door, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Boëlle,  
Mme Corneloup, M. Pierre-Henri Dumont, M. Bouley, M. Cinieri, M. Parigi, M. Pauget,  
M. Perrut, M. Bazin, M. Benassaya, M. Gosselin et M. Ravier

-----

**ARTICLE 7**

À l'alinéa 4, substituer aux mots :

« du contrat d'engagement républicain mentionné »

le mot :

« mentionnés ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

En cohérence avec la proposition relative à l'attribution des subventions, il est proposé de supprimer le contrat d'engagement républicain.

La Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'Etat, les associations d'élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons sectorielles et territoriales de cette charte, constitue le texte encadrant les principes et engagements des acteurs associatifs et des acteurs publics.

Comme le souligne l'avis du Haut Conseil à la Vie Associative (HCVA) saisi sur ce texte "le préambule de la Charte définit celle-ci comme un « acte solennel fondé sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ».

Parmi les principes partagés, figurent ceux de non-discrimination des personnes et de promotion de l'égalité participation des femmes et des hommes dans la gouvernance, l'équilibre entre les générations, entre les milieux socio-culturels dans l'exercice des responsabilités.

Aussi, dans un souci d'articulation du contrat d'engagement républicain avec cette Charte co-construite avec les acteurs associatifs, mais aussi pour asseoir la relation partenariale de confiance que constitue cette Charte, la proposition de modification vise à supprimer le contrat d'engagement républicain au profit de cette Charte.